

*Questions orales*

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, en ce qui concerne les accords de limitation des armements qui existent entre l'Union soviétique et les États-Unis, ce ne sont pas ces derniers, par exemple, qui ont le seul système de défense ABM.

**Mme Jewett:** Cela fait partie du traité ABM. Je parle de SALT II.

**M. Nielsen:** Ce système est en Union soviétique.

**Mme Jewett:** Vous ne savez même pas que c'est le traité ABM.

**M. Nielsen:** Ce ne sont pas les États-Unis qui ont le seul système d'armes antisatellites au monde, c'est l'Union soviétique. Ce ne sont pas les États-Unis et ses alliés de l'OTAN qui violent continuellement les accords sur la production et l'utilisation d'armes chimiques; c'est l'Union soviétique, et ce ne sont que quelques exemples.

**Mme Jewett:** Oui, mais je parle de SALT II.

\* \* \*

**LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS****LE PROGRAMME POUR L'AUTONOMIE DES ANCIENS COMBATTANTS—LES CRITÈRES**

**M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Le Programme pour l'autonomie des anciens combattants aide ceux qui avancent en âge à rester en santé et à vivre chez eux de façon autonome pour une fraction de ce que coûtent les soins en institution. Le ministre songe-t-il à élargir les critères, afin qu'un plus grand nombre d'anciens combattants soient admissibles à ce programme?

**L'hon. George Hees (ministre des Affaires des anciens combattants):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'annoncer au député, qui a toujours veillé activement aux intérêts de tous les anciens combattants, que nous aidons actuellement plus de 10,000 anciens combattants à rester dans leur maison ou leur localité où, comme lui et moi le savons, ils sont beaucoup plus heureux que dans un établissement. Depuis septembre 1984, l'admissibilité au Programme pour l'autonomie des anciens combattants a été élargi deux fois et une nouvelle expansion est prévue pour janvier prochain. Je suis d'accord avec le député qu'une expansion plus rapide est souhaitable. Je tiens sa question pour une instance et je la prendrai en sérieuse considération. Je le remercie de cette question constructive.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****LA PROTECTION DES EMPLOIS CANADIENS—LES MESURES QUE LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE**

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des

Finances. Vendredi dernier, le premier ministre, notre défoncéur de portes ouvertes, se montrait fort face au Président américain. Il disait qu'il userait de représailles. Lundi, il reculait et disait: Non, on va demander une compensation. Hier, on apprenait que le Président américain répondait à son valet du Canada et disait: Pas de compensation. Est-ce que le ministre des Finances peut dire, aujourd'hui, ce que le gouvernement conservateur va faire pour sauver les emplois des Canadiens et des Canadiennes? Quelles mesures d'action concrète seront prises et non du «bluff»?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, avec ses belles paroles, le député donne à entendre que nous aurions dû bondir de nos sièges vendredi dernier et prendre immédiatement des mesures de représailles. Peu après, son chef a déclaré que nous ferions peut-être mieux de ne pas user de représailles. Nous n'avons cessé de répéter que notre gouvernement allait réagir posément et cela, après avoir eu l'occasion de rassurer les syndiqués et les employeurs. Cela suivra des pourparlers avec le gouvernement américain, car s'il y a une chose que je crois très claire et à laquelle beaucoup de personnes ont souscrit, c'est que nous ne devrions pas déclarer une guerre commerciale aux États-Unis. Nous ne devrions pas perdre de vue l'objectif à long terme, qui est de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

[Français]

**ON RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DE S'AFFIRMER DANS LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE**

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. C'est le premier ministre, la semaine dernière, ici, à la Chambre, qui avait dit qu'il userait de représailles à l'endroit du gouvernement américain. C'est lui le défoncéur de portes ouvertes! Est-ce que le ministre pourrait demander au premier ministre d'assumer ses responsabilités, de téléphoner au Président américain, de lui demander d'intervenir et de retirer ces mesures pour protéger les emplois des Canadiens, et prendre des mesures concrètes pour s'affirmer dans le libre-échange, plutôt que de tout céder à l'avance?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, si le député avait été attentif au cours de la période des questions cette semaine, il aurait appris que nous nous sommes entretenus avec des représentants du secteur industriel, tant des employeurs que des travailleurs, et avec des représentants du gouvernement américain. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures va s'entretenir cet après-midi avec M. Shultz. Ces discussions sont très importantes pour en arriver au choix de la bonne réaction. Celle-ci interviendra en temps opportun.